

28 août 2020

N° 2020-216

Comptes nationaux trimestriels - résultats détaillés (PIB) - deuxième trimestre 2020

Au deuxième trimestre 2020, le revenu disponible brut des ménages recule mais le taux d'épargne bondit

Avertissement

Les Résultats détaillés du deuxième trimestre 2020 prennent en compte les mesures de politique économique mises en place pour contenir les effets de la pandémie de Covid-19 à partir des informations disponibles. L'interprétation des comptes d'agents ainsi que les modifications méthodologiques sont détaillées dans **la note jointe** à cette publication. Étant donné les fortes évolutions attendues pour les trimestres suivants, les acquis d'évolution pour l'année 2020, qui supposent une évolution nulle sur le reste de l'année, ne sont pas interprétables. Ils ne sont donc pas diffusés dans cette publication.

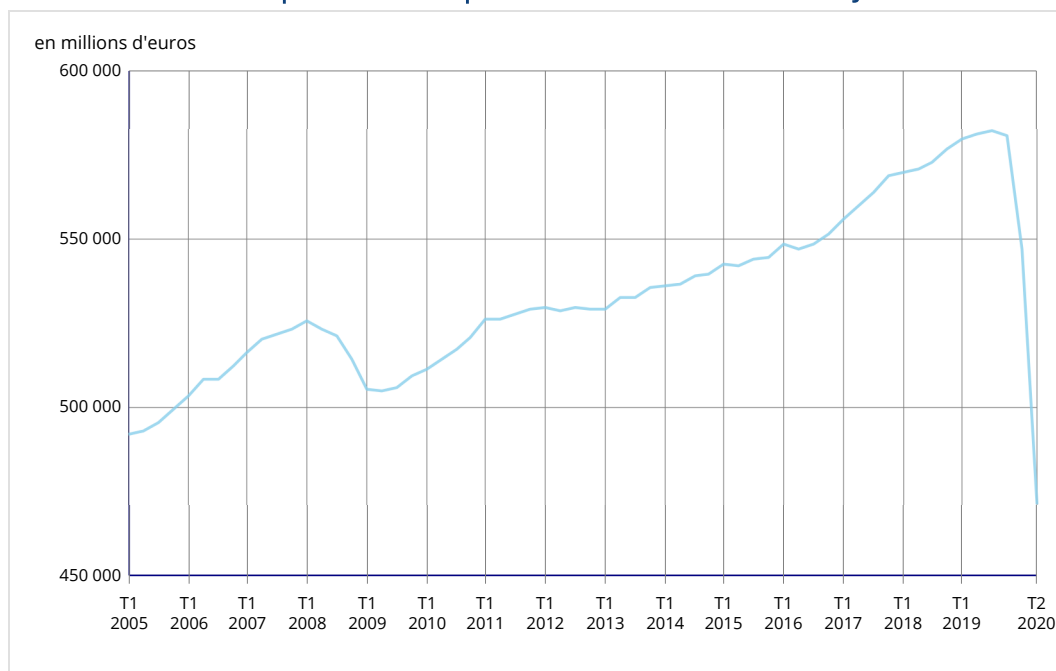
Au deuxième trimestre 2020, le produit intérieur brut (PIB) en volume* baisse fortement : -13,8 % après -5,9 % au trimestre précédent. L'évolution négative du PIB au premier semestre 2020 est liée à l'arrêt des activités « non essentielles » dans le contexte du confinement mis en place entre mi-mars et début mai. La levée progressive des restrictions conduit à une reprise graduelle de l'activité économique aux mois de mai puis de juin, après le point bas atteint en avril.

Les dépenses de consommation des ménages chutent (-11,5 % après -5,8 %) ainsi que la formation brute de capital fixe (FBCF), de manière encore plus prononcée (-14,9 % après -10,0 %). Les dépenses de consommation des administrations publiques diminuent également (-10,3 % après -3,3 %, cf. la note méthodologique pour une explication détaillée). Au total, la demande intérieure finale hors stocks diminue fortement : elle contribue pour -12,2 points à l'évolution du PIB.

Les exportations baissent nettement plus (-25,0 % après -6,0 %) que les importations (-16,4 % après -5,6 %). Au total, le commerce extérieur contribue négativement à la croissance du PIB : -2,5 points, après -0,1 point au trimestre précédent. À l'inverse, les variations de stocks y contribuent positivement (+0,9 point après +0,5 point).

* Les volumes sont mesurés aux prix de l'année précédente chaînés et corrigés des variations saisonnières et des effets des jours ouvrables (CVS-CJO).

Produit intérieur brut - Volume aux prix de l'année précédente chaînés - Série CVS-CJO



Source : Insee

Le PIB et ses composantes en volumes chaînés

variations en %, données CVS-CJO

	2019 T3	2019 T4	2020 T1	2020 T2	2020 T2/2019 T2
PIB	0,2	-0,2	-5,9	-13,8	-18,9
Importations	0,6	-0,8	-5,6	-16,4	-21,2
Dép. conso. ménages	0,4	0,3	-5,8	-11,5	-16,1
Dép. conso. APU*	0,5	0,4	-3,3	-10,3	-12,4
FBCF	1,2	0,2	-10,0	-14,9	-22,4
Exportations	-0,5	-0,9	-6,0	-25,0	-30,5
Contributions :					
Demande intérieure finale hors stocks	0,6	0,3	-6,3	-12,2	-16,9
Variations de stocks	-0,1	-0,5	0,5	0,9	0,7
Commerce extérieur	-0,3	0,0	-0,1	-2,5	-2,8

* APU : administrations publiques

** ENF : entreprises non financières

Les volumes sont mesurés aux prix de l'année précédente chaînés et corrigés des variations saisonnières et des effets des jours ouvrables (CVS-CJO).

Source : Insee

Production, consommation et FBCF : principales composantes

variations en %, données CVS-CJO

	2019 T3	2019 T4	2020 T1	2020 T2	2020 T2/2019 T2
Production branche	0,1	-0,4	-5,5	-13,9	-18,9
Biens	-0,6	-1,4	-5,6	-16,7	-23,0
Ind. manufacturière	-0,5	-1,6	-6,7	-19,7	-26,7
Construction	0,5	-0,1	-12,5	-20,3	-30,0
Services marchands	0,2	-0,2	-5,0	-12,4	-16,7
Services non marchands	0,4	0,3	-3,7	-12,2	-14,8
Consommation des ménages	0,4	0,3	-5,8	-11,5	-16,1
Alimentaire	-0,7	0,3	2,8	-0,5	1,8
Énergie	-0,4	-1,0	-3,7	-11,7	-16,1
Biens fabriqués	1,7	1,0	-16,1	-14,3	-26,2
Services	0,4	0,4	-5,7	-15,4	-19,6
FBCF	1,2	0,2	-10,0	-14,9	-22,4
Produits manufacturés	1,2	-0,5	-13,0	-18,5	-28,5
Construction	0,9	-0,1	-14,2	-22,0	-32,5
Services marchands	1,5	1,1	-3,4	-5,6	-6,4

Source : Insee

Le revenu disponible brut des ménages baisse nettement moins que l'activité, leur taux d'épargne bondit

Le revenu disponible brut (RDB) des ménages diminue fortement (-2,3 % après -0,3 %, soit sa plus forte baisse trimestrielle depuis 1949). Avec le recours au dispositif d'activité partielle et la baisse de l'emploi, la masse salariale reçue par les ménages diminue très nettement (-10,0 % après -2,4 %). Par ailleurs les intérêts et dividendes nets reculent de nouveau (-2,9 % après -3,7%). Cette chute des revenus primaires est néanmoins nettement amortie par une forte accélération des prestations sociales (+7,9 % après +2,3 %). Cette dernière est notamment due au versement des indemnités d'activité partielle et de l'aide exceptionnelle de solidarité liée à l'urgence sanitaire pour les ménages les plus précaires, mais également aux prestations liées au chômage et aux absences pour garde d'enfants. Les impôts sur le revenu et le patrimoine baissent également (-8,9 % après -2,3 %), en particulier la CSG et l'impôt sur le revenu, tout comme les cotisations sociales à la charge des ménages (-7,3 % après -1,7 %), du fait de la baisse des revenus du travail.

Les prix de la consommation des ménages baissent pour la première fois depuis 2017 (-0,2 % après +0,2 %). Au total, le pouvoir d'achat accuse une baisse plus marquée ce trimestre : -2,1 % après -0,5 %. Mesuré par unité de consommation pour être ramené à un niveau individuel, le pouvoir d'achat baisse de 2,3 % (après -0,6 %). Dans le même temps, la consommation des ménages chute lourdement (-11,5 % après -5,8 %) en raison du confinement, ce qui accroît fortement le taux d'épargne : il s'établit à 27,4 % après 19,7 % au premier trimestre 2020 et 14,9 % en moyenne en 2019.

Par ailleurs, le nombre total d'heures travaillées baisse de 15,5 % au deuxième trimestre (après -4,2 %) sous l'effet de la hausse du recours au dispositif d'activité partielle, et dans une moindre mesure de la baisse de l'emploi et des heures supplémentaires.

Revenu disponible brut et ratios des comptes des ménages

variations t/t-1, en %, données CVS-CJO

	2019 T3	2019 T4	2020 T1	2020 T2	2019
RDB	0,8	0,9	-0,3	-2,3	3,1
RDB (pouvoir d'achat)	0,6	0,6	-0,5	-2,1	2,1
RDB par uc* (pouvoir d'achat)	0,4	0,5	-0,6	-2,3	1,5
RDB ajusté (pouvoir d'achat)	0,5	0,6	-1,3	-4,5	2,0
Taux d'épargne (niveau)	14,8	15,1	19,7	27,4	14,9
Taux d'épargne financière (niveau)	4,4	4,6	10,5	19,5	4,6

* uc : unité de consommation

Source : Insee

Le taux de marge des entreprises baisse de nouveau fortement

Au deuxième trimestre 2020, le taux de marge des sociétés non-financières (SNF) baisse de nouveau nettement. Il s'établit à 26,0 % après 29,2 %, soit une baisse de 3,2 points après -4,2 points au premier trimestre. La contraction de la valeur ajoutée des SNF au deuxième trimestre (-17,4 %) n'est en effet que partiellement compensée par la baisse de la masse salariale et des cotisations sociales. En outre, la fin du CICE début 2020 contribuait négativement à l'évolution du taux de marge au premier trimestre.

Ratios des comptes des sociétés non financières

niveaux en %, données CVS-CJO

	2019 T3	2019 T4	2020 T1	2020 T2	2019
Taux de marge	33,3	33,4	29,2	26,0	33,2
Taux d'investissement	24,7	24,8	24,4	25,8	24,5
Taux d'épargne	22,9	23,8	19,4	14,6	23,2
Taux d'autofinancement	92,7	95,8	79,6	56,6	94,7

Source : Insee

Au deuxième trimestre 2020, le déficit public se dégrade surtout sous l'effet de la baisse des recettes

Au deuxième trimestre 2020, le besoin de financement des administrations publiques (APU) augmente de 6,4 point, à 11,6 % du PIB après 5,2 % au trimestre précédent. La dégradation du déficit public est principalement due à la baisse des recettes (-9,3 % après -3,4 %), liée au recul de l'activité économique (baisse des montants dus de TVA, d'impôt sur le revenu et sur les sociétés et de cotisations sociales, les reports d'échéances n'étant pas comptabilisés dans cette baisse, cf. note méthodologique). Parallèlement, les dépenses rebondissent légèrement (+0,4 % après -1,0 %) ; les dépenses liées aux prestations sociales (activité partielle) et aux subventions (Fonds de solidarité) progressent nettement, mais cette hausse est minorée par les effets du confinement : baisse des transferts sociaux en nature (remboursements de frais de santé), des consommations intermédiaires et de l'investissement des APU.

Dépenses, recettes et besoin de financement des administrations publiques

niveaux, données CVS-CJO

	2019 T3	2019 T4	2020 T1	2020 T2	2019
<i>En milliards d'euros</i>					
Dépenses totales	338,3	339,6	336,3	337,6	1348,1
Recettes totales	321,5	317,1	306,3	278,0	1275,0
Capacité (+) ou besoin (-) de financement	-16,8	-22,5	-30,0	-59,7	-73,1
<i>En % de PIB</i>					
Capacité (+) ou besoin (-) de financement	-2,8	-3,7	-5,2	-11,6	-3,0

Source : Insee

Révisions

L'estimation de la croissance du PIB au deuxième trimestre 2020 est confirmée à -13,8 %. Les révisions des différents agrégats se compensent : elles sont liées à l'intégration et à la révision d'indicateurs.

Dans le cadre de la notification de la dette et du déficit des administrations publiques auprès de la Commission européenne (au 1er avril et au 1er octobre), les comptes annuels sont mis à jour chaque année à la fin du mois d'août, afin de tenir compte notamment des données comptables définitives des administrations de sécurité sociale qui ne sont pas disponibles pour la notification du 1er avril, ainsi que des révisions pouvant affecter le compte de l'ensemble des administrations publiques. Les tableaux annuels de finances publiques ont ainsi été actualisés et sont accessibles au **lien suivant** et les résultats détaillés des comptes trimestriels du deuxième trimestre sont cohérents avec ces nouvelles données.

Pour en savoir plus

Prochaine publication : le 30 octobre 2020 à 07h30

Contact presse : bureau-de-presse@insee.fr

Suivez-nous aussi sur Twitter @InseeFr : twitter.com/InseeFr



Institut national de la statistique et des études économiques
88 avenue Verdier, 92541 Montrouge Cedex
Directeur de la publication : Jean-Luc Tavernier
ISSN 0151-1475